

MALLETTE



Ma place au travail

Étude socioéconomique des
impacts de la pénurie de places
en service de garde sur les
familles au Québec

Table des matières

Compréhension du mandat.....	1
Démarche méthodologique.....	1
Sommaire exécutif	2
Une pénurie qui perdure.....	3
Impacts financiers.....	6
Impacts professionnels.....	9
Impacts pour les femmes	10
Accès aux places subventionnées	12
Impacts psychologiques	13
Impacts régionaux	15
Disparité sociale	20

Compréhension du mandat

Ma place au travail est un organisme à but non lucratif fondé en 2021 qui se mobilise pour que chaque famille du Québec qui le souhaite puisse accéder à une place abordable et de qualité dans un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE). La pénurie de places est un enjeu affectant de nombreuses familles au Québec. Selon les plus récentes données, près de 28 000 enfants sont en attente d'une place en garderie à court terme.

C'est dans ce contexte que Ma place au travail s'est adjoint les services de Mallette pour la réalisation d'une étude socioéconomique sur les impacts de la pénurie de places en SGEE au Québec. L'étude vise à qualifier et à quantifier les impacts financiers, psychologiques et professionnels de cette pénurie. Le mandat inclut la création d'un sondage, la collecte de données auprès des parents québécois ayant recherché une place en SGEE au cours des cinq dernières années, l'analyse des réponses recueillies et la production du présent rapport.

Démarche méthodologique

Outre la rédaction du présent rapport, la démarche méthodologique s'est articulée autour d'une principale activité, soit la réalisation d'un sondage :

- Échantillon de 1 370 répondants répartis comme suit : 502 issus d'un panel LEO¹, 748 provenant de divers médias sociaux, 84 ayant répondu à une sollicitation par courriel adressée aux membres et 36 via le site Web de Ma place au travail, tous répondant aux critères suivants :
 - Résidents de la province de Québec
 - Parents d'enfants âgés entre 9 mois et 5 ans qui ne fréquentent pas l'école, ceux avec une grossesse confirmée et ceux en processus d'adoption
- Collecte de données entre le 5 et le 19 février 2025

¹ LEO (Québec) est le plus grand panel canadien avec plus de 400 000 panélistes représentatifs provenant de toutes les régions du Canada. Il a été créé par Léger Opinion sur la base d'un échantillon canadien représentatif des citoyens canadiens ayant accès à Internet. Les panélistes de LEO ont été sélectionnés aléatoirement (RDD) à partir du centre d'appels de Léger auxquels ont été ajoutés, à l'aide de campagnes de recrutement ciblé, des panélistes provenant de groupes cibles plus difficiles à rejoindre. Le processus de sélection par double consentement, le modèle de détection des fraudeurs et le renouvellement de 25 % du panel chaque année assurent une qualité totale des répondants.

Sommaire exécutif

Une pénurie qui perdure

- 38 % des familles sont en attente d'une place en SGEE
- 75 % des familles vivent un écart entre la date souhaitée et l'obtention réelle d'une place

Un fardeau financier lourd pour les familles

- Perte financière des familles : 25 535 \$ en revenu annuel brut en moyenne pendant la période sans place
- 25 % des familles déclarent s'être endettées directement pendant cette période

Des répercussions professionnelles importantes

- Plus de 30 % des familles ont dû adapter leur situation professionnelle (congé sans solde, réduction d'heures ou modification d'horaires)
- Plus du tiers des femmes ont dû prendre un congé sans solde
- 68 % des femmes n'ont pas pu retourner au travail à 100 % à la suite de leur congé parental, malgré le soutien de proches, comparativement à 45 % des hommes

Une détresse psychologique bien réelle

- 93 % des répondants disent avoir ressenti du stress lors de la recherche d'une place
- 64 % ont connu des épisodes de dépression
- 37 % ont déclaré vivre de l'anxiété de façon récurrente

Les femmes encore plus touchées

- 73 % des femmes prennent seules la responsabilité de la recherche de places, comparativement à 20 % des hommes
- 63 % des femmes ont dû prendre un congé supplémentaire à la suite de leur congé parental, comparativement à 15 % des hommes
- 71 % des femmes ont ressenti une tension élevée ou une nervosité élevée pendant la période de recherche d'une place, comparativement à 35 % des hommes

Un accès inégal aux places subventionnées

- Les parents dont l'enfant fréquente un milieu non subventionné paient en moyenne 53,21 \$ par jour, soit plus de 1 100 \$ par mois
- 88 % des parents dont l'enfant fréquente un milieu non subventionné souhaiteraient changer pour un milieu subventionné, dont 70 % aimeraient accéder à un CPE

Des inégalités marquées selon le revenu et la région

- Les familles ayant un revenu familial de moins de 60 000 \$ sont presque deux fois plus nombreuses à devoir réduire leurs activités familiales que celles plus fortunées
- 39 % des familles monoparentales et recomposées s'endettent pendant leurs recherches
- Certaines familles de régions sont plus touchées, comme celles de la Côte-Nord en termes de délai entre la date souhaitée et la date d'obtention réelle d'une place en SGEE, celles de l'Abitibi-Témiscamingue en termes de perte de revenu et celles de la Côte-Nord en termes d'endettement

Une pénurie qui perdure

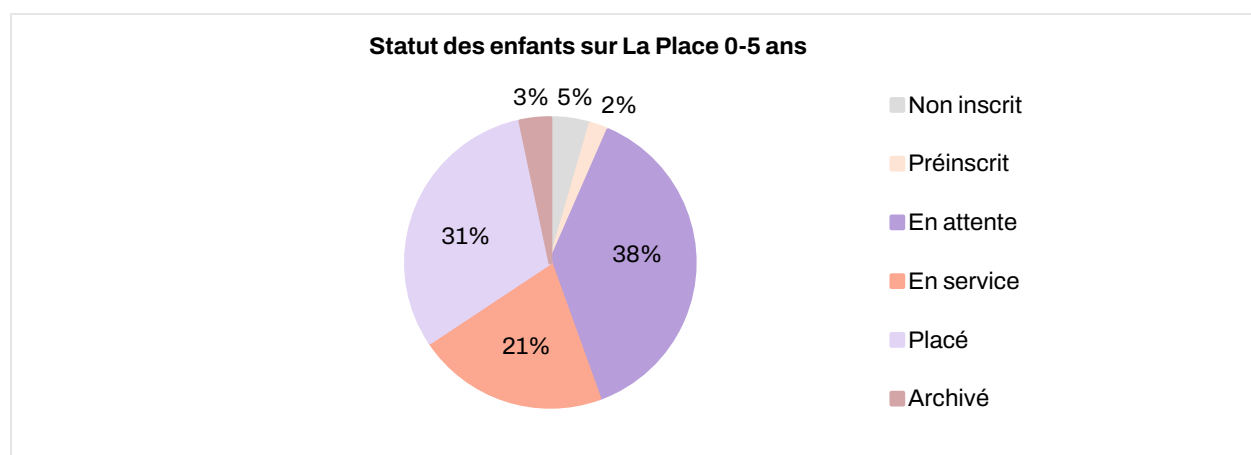
La pénurie de places en SGEE continue d'affecter des milliers de familles au Québec. Malgré les efforts déployés, l'accès à une place demeure difficile pour un grand nombre de parents, entraînant des délais prolongés et un manque de soutien.

En bref :

- 38 % des enfants sont en attente d'une place en SGEE
- 27 % des enfants sont en milieu non subventionné
- 41 % des familles n'ont pas pu compter sur un réseau de proches
- 25 % des familles ont attendu plus de deux ans pour obtenir une place

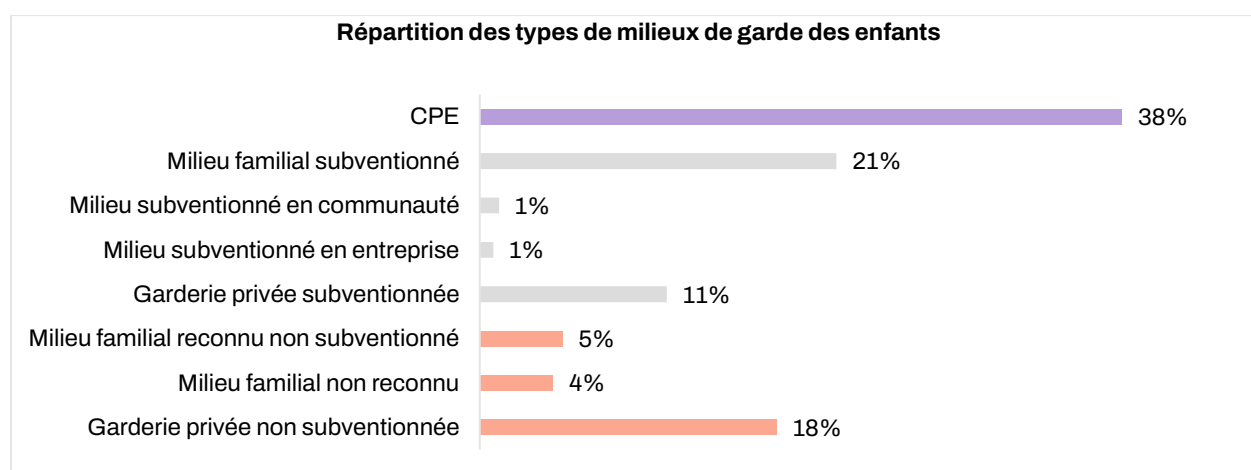
Attente pour une place en SGEE

38 % des enfants² des parents répondants sont actuellement en attente d'une place en SGEE.



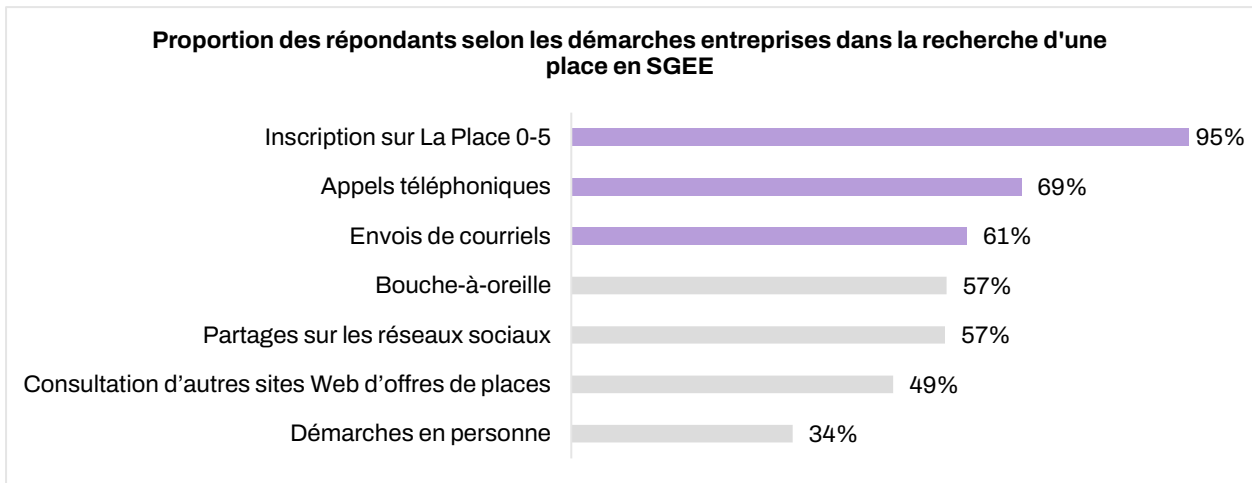
Types de milieux de garde des enfants

27 % des familles répondantes ont une place dans un milieu de garde non subventionné pour leur enfant.



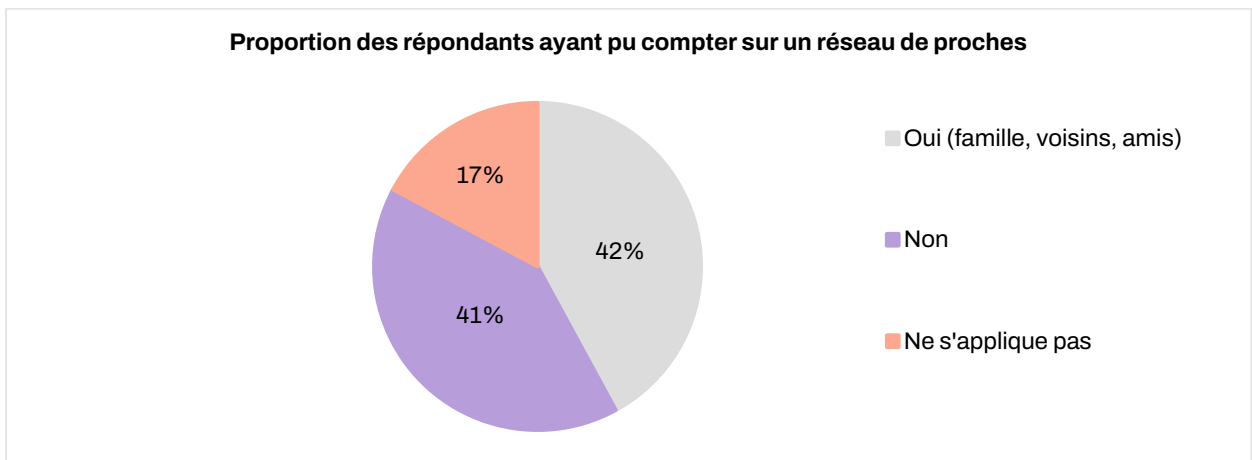
² Les répondants devaient répondre à cette question en considérant le plus âgé de leurs enfants entre 9 mois et 5 ans.

Type de démarches pour la recherche d'une place



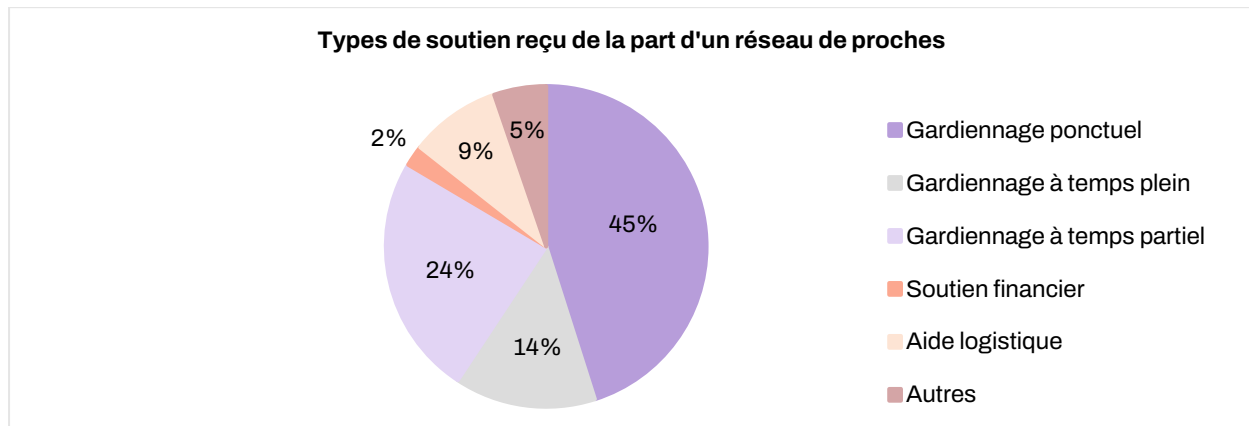
Soutien des proches

Pendant la période active de recherches, 41 % des familles répondantes n'avaient pas pu compter sur un réseau de proches pour offrir du soutien.



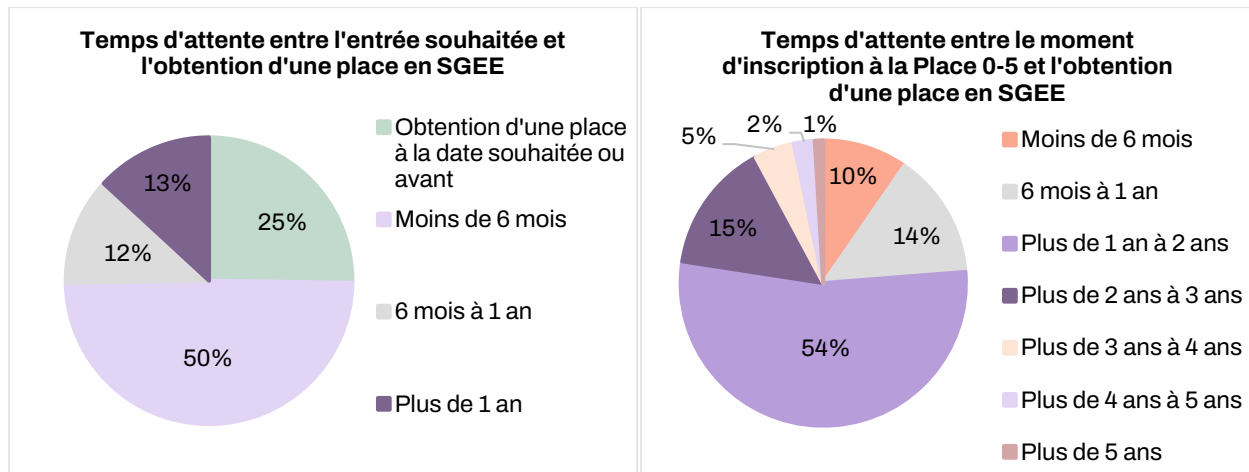
Type de soutien des proches

Parmi les 42 % des familles répondantes ayant pu compter sur l'aide d'un réseau de proches pendant la période sans places en SGEE, seulement 2 % ont bénéficié d'un soutien financier.



Temps d'attente

Près du quart des familles répondantes ont attendu plus de deux ans entre leur inscription à La Place 0-5 et l'obtention d'une place en SGEE.

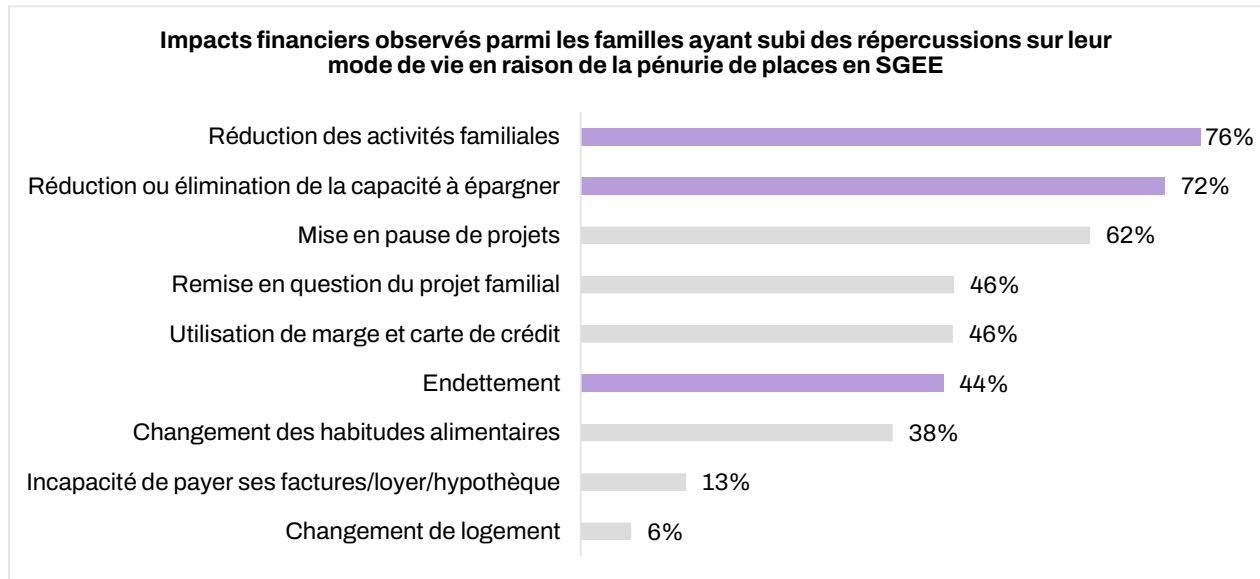


Impacts financiers

L'absence de places en SGEE engendre des pertes financières majeures pour les familles. Ces pertes affectent non seulement leur revenu, mais aussi leur capacité d'épargne, leur niveau d'endettement et leur qualité de vie au quotidien.

En bref :

- Les familles perdent en moyenne 25 535 \$ de revenu annuel brut³
- 57 % des familles ont subi des répercussions sur leur mode de vie. Parmi celles-ci, 76 % réduisent leurs activités familiales, 44 % s'endettent et 38 % changent leurs habitudes alimentaires
- 25 % des familles ont dû s'endetter durant leurs recherches
- 40 % des familles perdent plus de 20 000 \$ par an
- Les familles monoparentales sont particulièrement vulnérables
- 55 % des familles ayant un revenu familial brut annuel de moins de 60 000 \$ en 2023 ont dû réduire leurs activités familiales



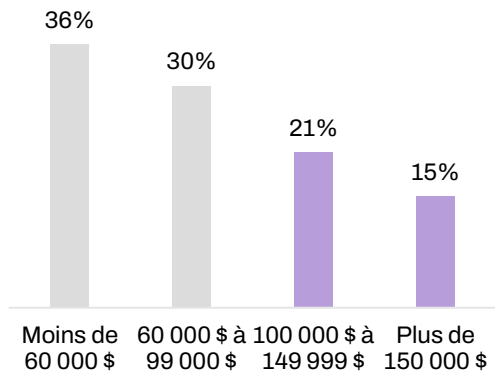
³ Le calcul du montant moyen de perte de revenu repose sur une collecte de données par tranche de montant de revenu. La moyenne a été estimée en utilisant la valeur médiane de chaque tranche.

Zoom sur l'endettement

L'endettement subi en raison de la pénurie de places en SGEE représente un fardeau lourd à porter pour de nombreuses familles. Au-delà d'une simple contrainte financière, cette situation affecte non seulement leur qualité de vie, mais engendre également des conséquences réelles sur leur stabilité actuelle et leur avenir.

La pénurie de places en SGEE force les familles à s'endetter, peu importe leur revenu. Si les ménages à faible revenu sont les plus contraints, **plus du tiers de ceux gagnant plus de 100 000 \$ ont aussi vécu cette situation. Ce sont donc 25 %** des familles répondantes qui ont dû s'endetter lors de leurs recherches.

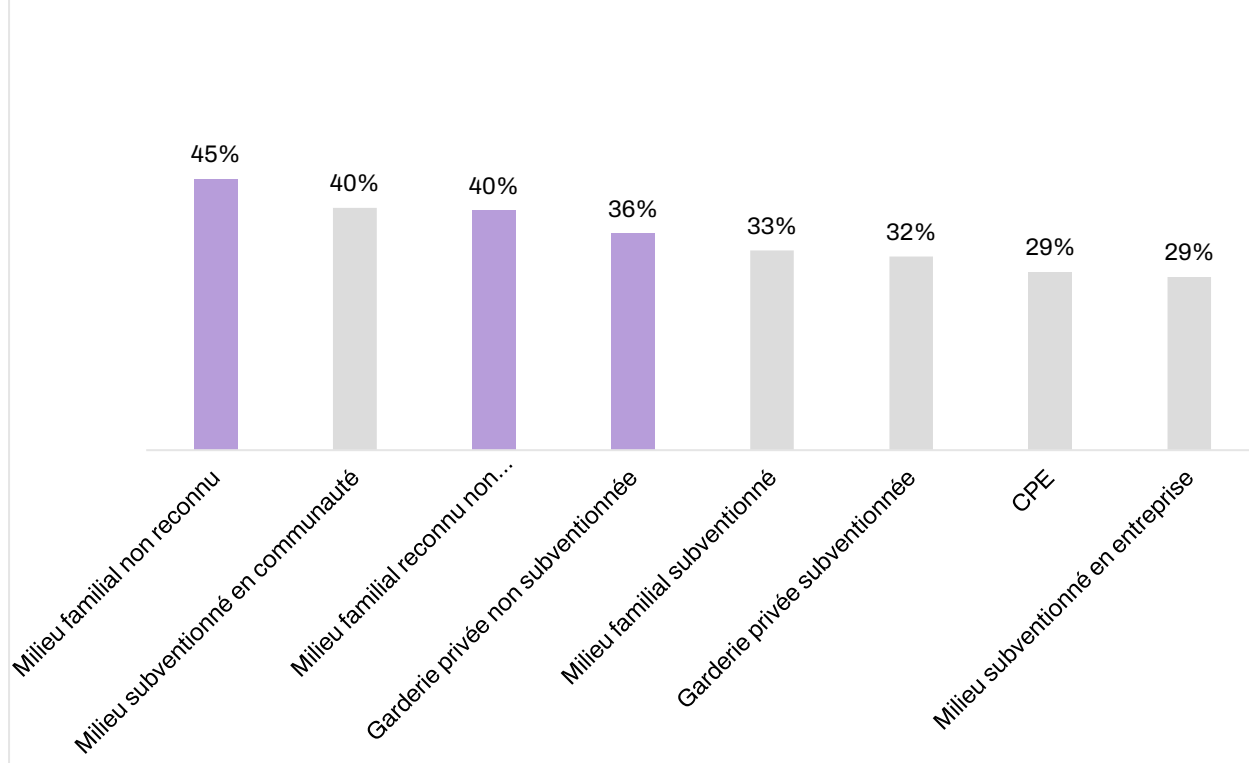
Proportion des familles ayant été contraintes de s'endetter en raison de la pénurie de places en SGEE, selon leur revenu familial brut



Impacts selon les types de milieux de garde

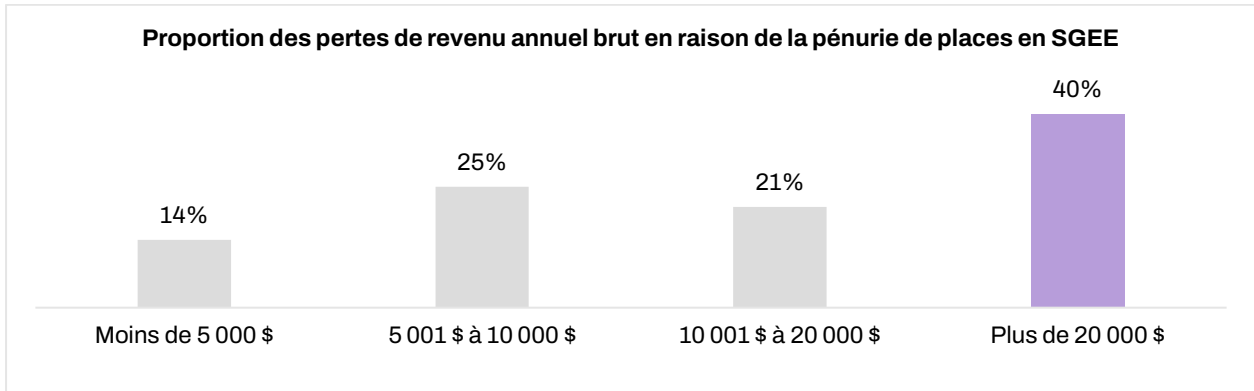
Les familles dont les enfants fréquentent un milieu non subventionné éprouvent davantage de difficulté à épargner que celles dont les enfants sont en milieu subventionné. En effet, 38 % des familles en milieu non subventionné rapportent cette difficulté, comparativement à 31 % des familles en milieu subventionné. Ce sont les familles utilisant un service de garde en milieu familial non reconnu qui sont les plus touchées : 45 % d'entre elles doivent réduire ou éliminer leur capacité d'épargne.

Proportion des familles subissant une réduction ou une élimination de la capacité à épargner, selon leur type de milieu de garde utilisé



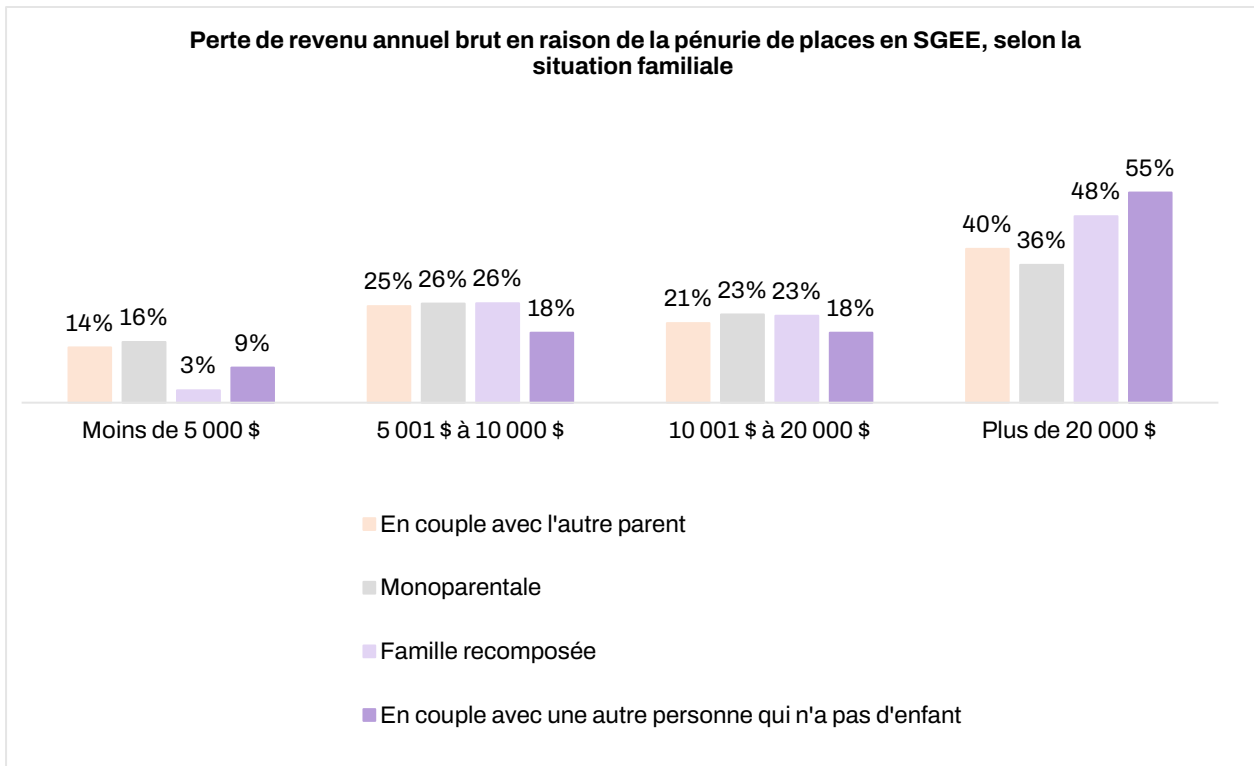
Impacts financiers directs

40 % des familles répondantes perdent plus de 20 000 \$ annuellement en raison de la pénurie.



Impacts financiers selon la situation familiale

Le fardeau économique des familles monoparentales est particulièrement prononcé : elles subissent en moyenne une perte annuelle de revenu brut de 20 964 \$, comparativement à 22 664 \$ pour les familles biparentales. Bien que l'écart semble modeste en valeur absolue, son impact est nettement plus significatif pour les parents seuls, puisque cette perte est entièrement assumée par une seule personne. À l'inverse, dans les familles biparentales, elle est généralement répartie entre deux adultes, ce qui atténue les répercussions individuelles. Cette situation met en lumière une vulnérabilité économique structurelle propre aux familles monoparentales.

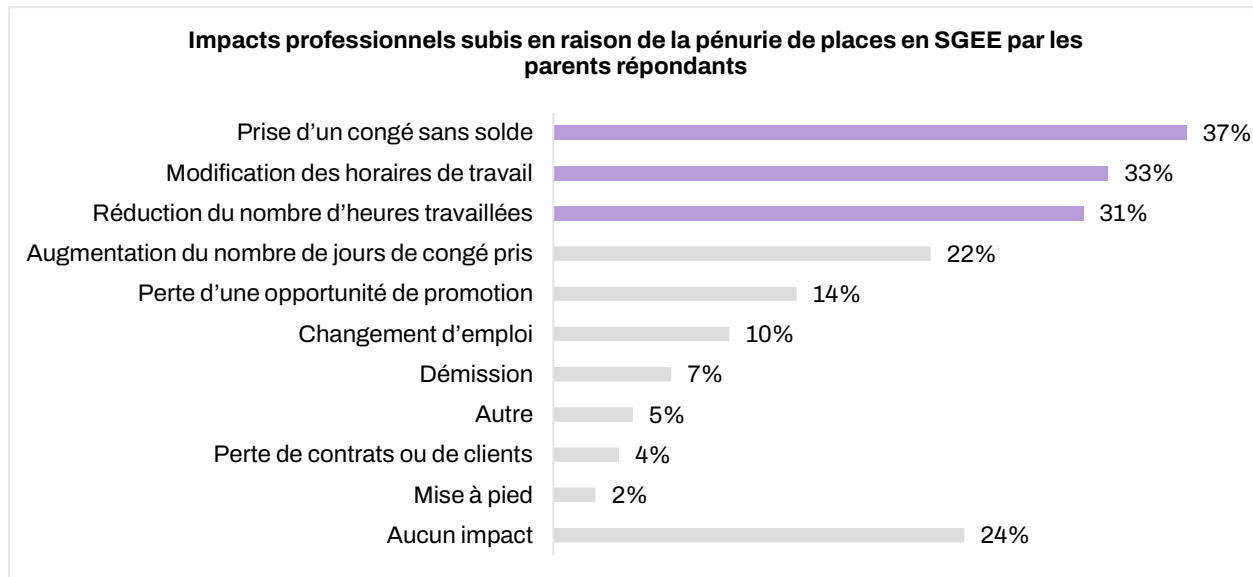


Impacts professionnels

La recherche d'une place en SGEE a un impact direct sur la vie professionnelle des parents, affectant leurs revenus, leur stabilité d'emploi et leurs perspectives de carrière.

En bref :

- Plus de 30 % des répondants ont subi les impacts professionnels suivants : prise d'un congé sans solde, modification des horaires de travail et/ou réduction du nombre d'heures travaillées
- 61 % ont subi une baisse de revenu en raison de ces changements



Témoignages

Dans le cadre du sondage, les répondants avaient la possibilité de préciser leur situation lorsqu'ils sélectionnaient le choix de réponse « Autre ». Parmi les 63 réponses, les témoignages recueillis sont éloquentes : le manque d'accès à un SGEE engendre des conséquences importantes sur la vie personnelle, familiale et professionnelle des parents. Perte de revenus, surcharge mentale, retards de carrière, déscolarisation temporaire et isolement social représentent les impacts vécus, souvent dans un climat d'urgence et de désorganisation.

« Aucun travail en attendant une place en garderie et aucun revenu non plus pendant 3 mois. Ensuite, je travaillais 16 heures par semaine, mon conjoint restait à la maison ces 2 jours-là. Nous n'avions pas de congé en famille. »

« Incapacité à effectuer un stage final de maîtrise »

« Fermeture complète de mon entreprise »

« Retard de deux années pour avancer dans la liste de priorité et un jour accéder à un poste (enseignement) »

« Remise en question de mon travail (enseignante au primaire), car je n'arrive pas à concilier travail/famille avec toute cette histoire de garderie en milieu familial fermée quand bon lui semble. »

« J'étais en plein changement de carrière professionnelle et j'ai dû mettre tout cela en attente pour rester à la maison et élever mes deux jumeaux. »

« J'étais obligé de me tourner vers les places non subventionnées qui dépassent mon budget (RQAP + allocation) pour ne pas affecter mon emploi. »

« J'ai dû utiliser presque tous mes congés et vacances en l'espace d'environ 3 mois pour m'occuper de ma fille quand ma famille n'était pas disponible. »

« Ça a joué sur ma carrière, mon stress et mon anxiété, ma performance au travail c'était horrible! J'étais fatiguée et j'avais tout le poids d'aller porter ma fille à la garderie en milieu familial qui était à 45 min de route et plus, juste pour y aller! »

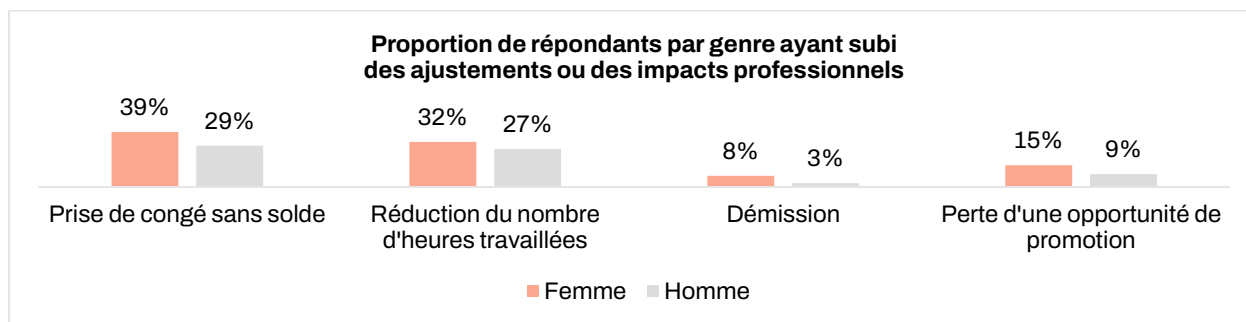
Impacts pour les femmes

Les femmes sont les principales victimes des effets de la pénurie de places, prenant la plus grande part de la charge mentale, des responsabilités familiales et des sacrifices professionnels dans les recherches.

En bref :

- 73 % des femmes gèrent à 100 % la recherche de places, comparativement à 20 % des hommes
- 63 % des femmes prennent un congé supplémentaire parental, comparativement à 15 % des hommes
- Les femmes sont deux fois plus susceptibles de vivre du stress que les hommes
- Même avec de l'aide, 68 % ne peuvent retourner au travail (comparativement à 45 % des hommes)

Plus du tiers des femmes doivent prendre un congé sans solde et/ou réduire leur nombre d'heures travaillées en lien avec la recherche d'une place en SGEE.



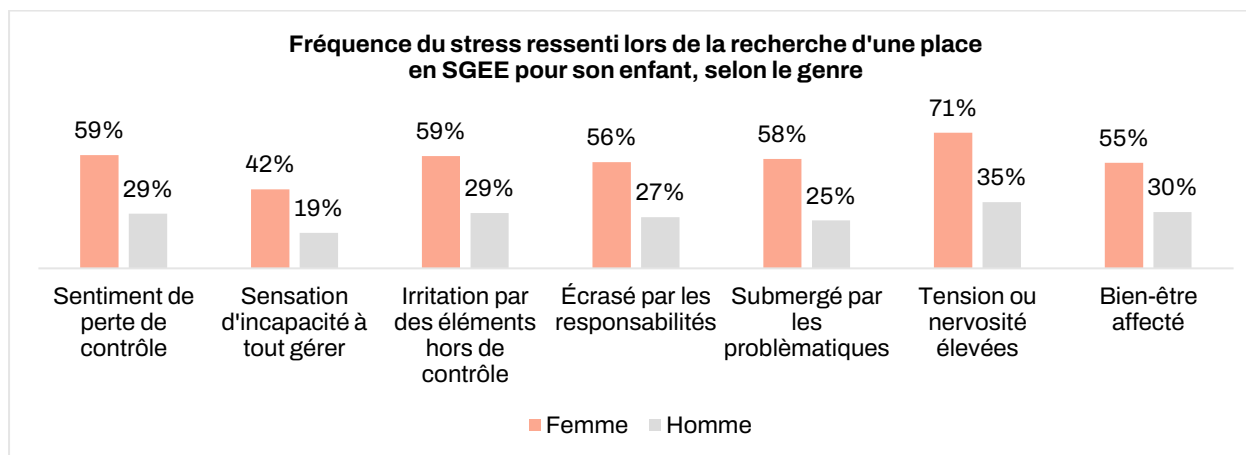
Responsabilités inégalement réparties

Les femmes ressentent une charge mentale et prennent des responsabilités familiales plus importantes que les hommes dans la recherche de places en SGEE.

- 73 % des femmes répondantes s'occupent à 100 % de la recherche de places en SGEE, comparativement à seulement 20 % des hommes
- La proportion de femmes consacrant du temps de manière quotidienne à la recherche active de places en SGEE est le double de celle des hommes

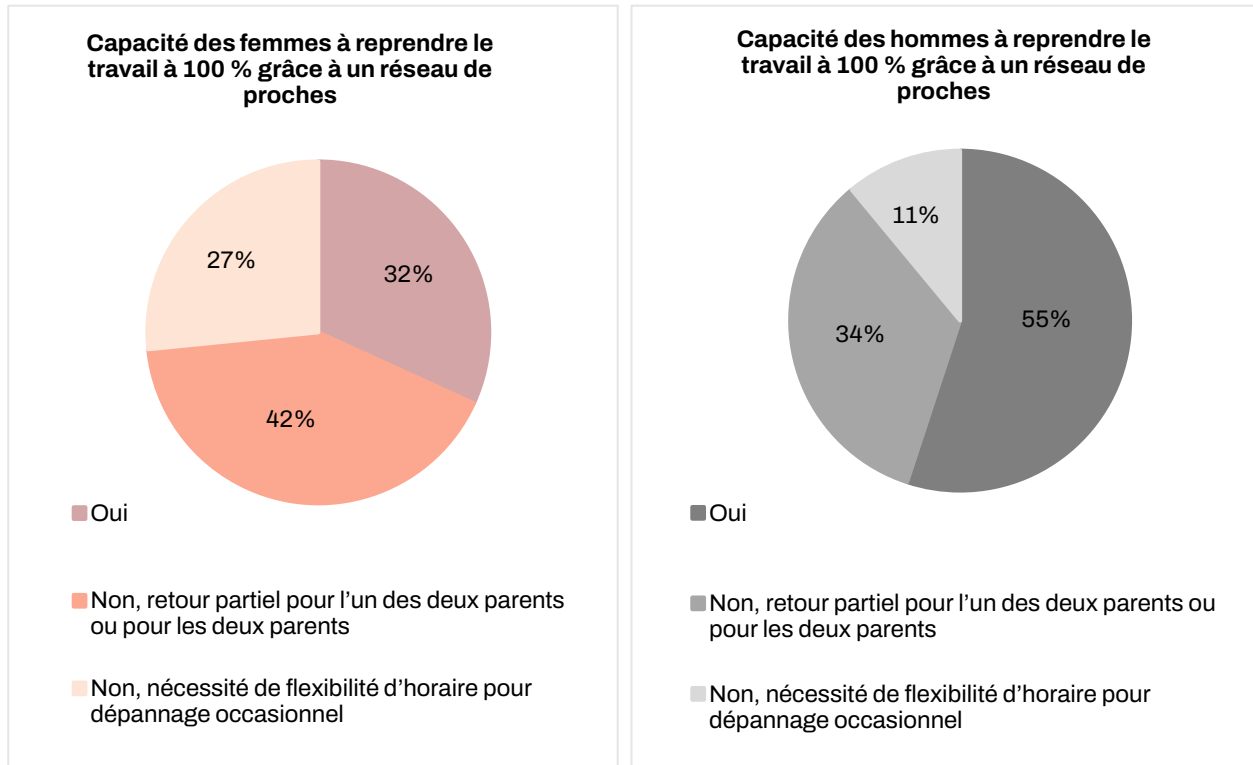
Stress particulièrement présent chez les mères

Les mères sont en moyenne deux fois plus susceptibles que les pères à ressentir du stress de façon fréquente, révélant une charge mentale plus importante.



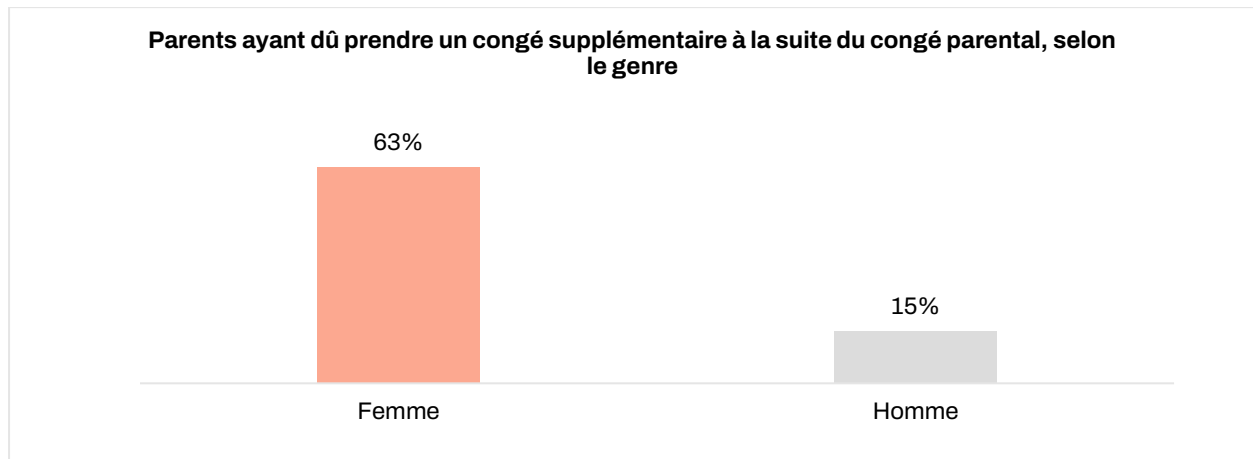
Soutien des proches insuffisant

Même avec le soutien de leurs proches, les femmes demeurent plus lourdement pénalisées par l'absence de places en SGEE. En effet, 68 % des répondantes ne peuvent reprendre le travail, comparativement à 45 % des hommes.



Inégalité dans la prise de congé supplémentaire parental

Les données montrent une différence notable entre les genres en matière de prise de congé supplémentaire parental après le congé parental initial. Environ 63 % des femmes prennent un congé supplémentaire pour s'occuper de leurs enfants, tandis que seulement 15 % des hommes le font.



Accès aux places subventionnées

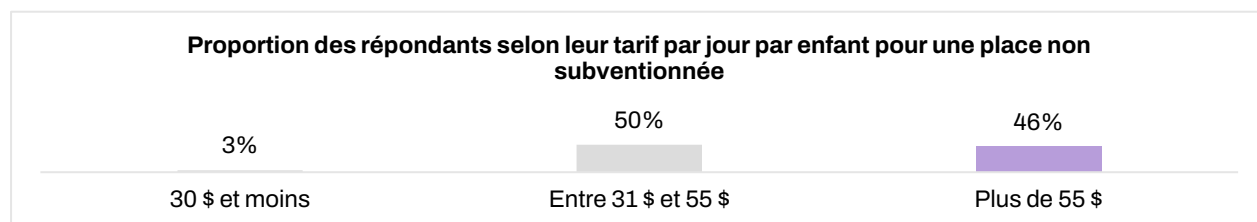
Le manque de places dans les milieux subventionnés ajoute une pression financière importante sur les familles, forçant plusieurs à opter pour des services plus coûteux, souvent non souhaités. La grande majorité des parents dont les enfants obtiennent une place dans un milieu non subventionné souhaiteraient en avoir une dans un CPE.

En bref :

- 88 % des parents ayant accès à une place en milieu non subventionné souhaiteraient changer pour un milieu subventionné. Plus précisément, 70 % aimeraient intégrer un CPE
- Coût moyen par jour par enfant dans un milieu non subventionné : 53,21 \$⁴
- 46 % des familles paient un tarif par jour par enfant de plus de 55 \$ pour un milieu non subventionné
- Les familles plus aisées sont surreprésentées dans les milieux subventionnés

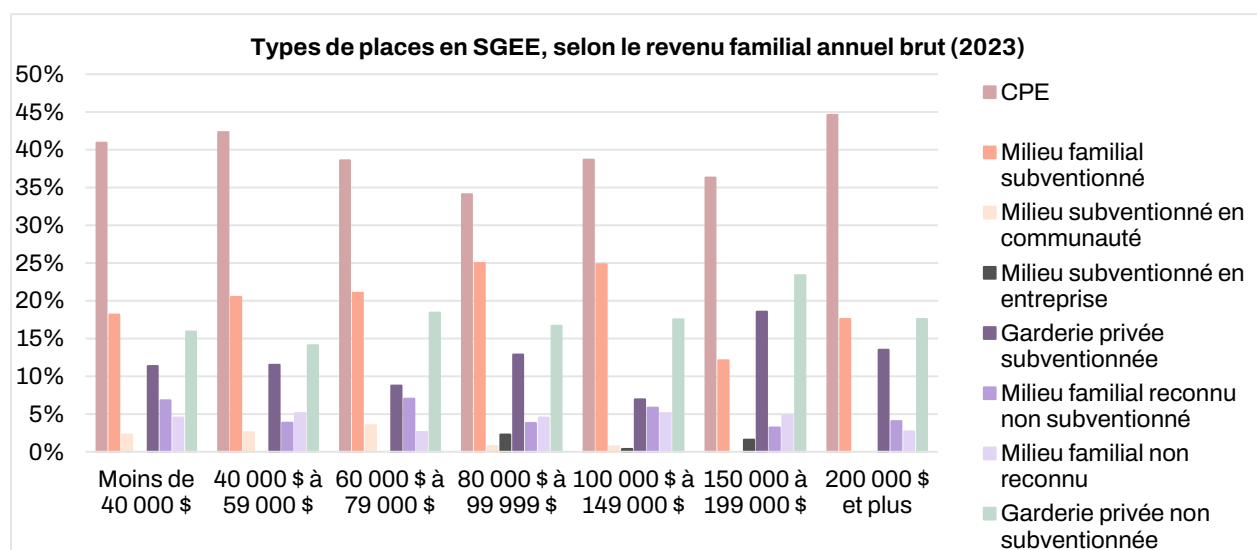
Tarifs dans les milieux non subventionnés

46 % des familles répondantes ayant une place en milieu non subventionné paient un tarif quotidien de plus de 55 \$ par enfant, contrairement à seulement 3 % payant un tarif quotidien de 30 \$ et moins.



Types de places en SGEE selon le revenu

Les familles plus fortunées sont plus présentes dans les SGEE subventionnés, ce qui peut exercer une pression financière accrue sur les familles moins fortunées.



⁴ Le calcul du coût moyen par jour par enfant repose sur une collecte de données par tranche de coût. La moyenne a été estimée en utilisant la valeur médiane de chaque tranche.

Impacts psychologiques

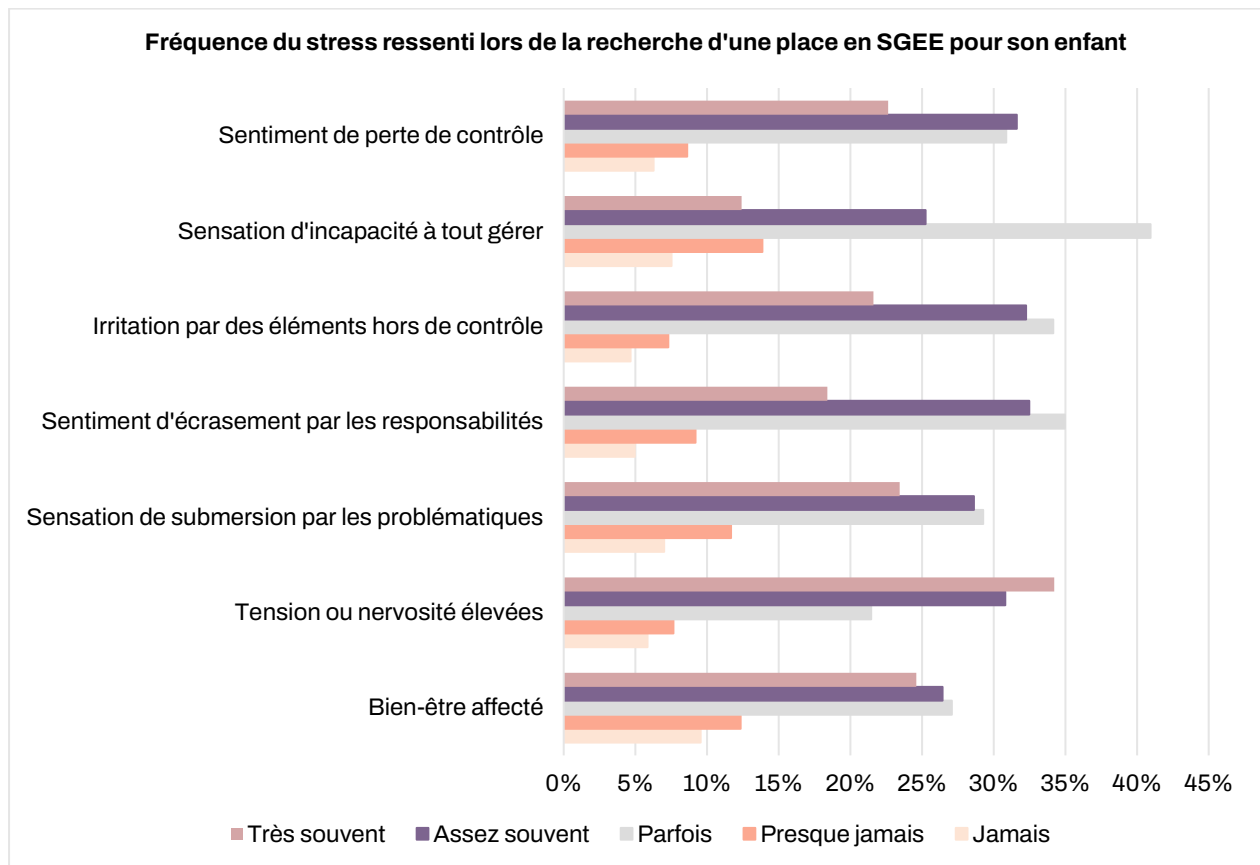
Le stress généré par la recherche d'une place en SGEE se traduit par une détresse psychologique marquée pour plusieurs familles, allant de l'anxiété à l'isolement social.

En bref :

- 93 % des familles interrogées vivent des périodes d'anxiété, à différents degrés, lors de leurs recherches
- 64 % connaissent des épisodes de dépression
- 37 % vivent de l'anxiété de manière fréquente
- Les femmes sont plus touchées : 48 % vivent de l'anxiété comparativement à 23 % des hommes

Stress et charge mentale significatifs

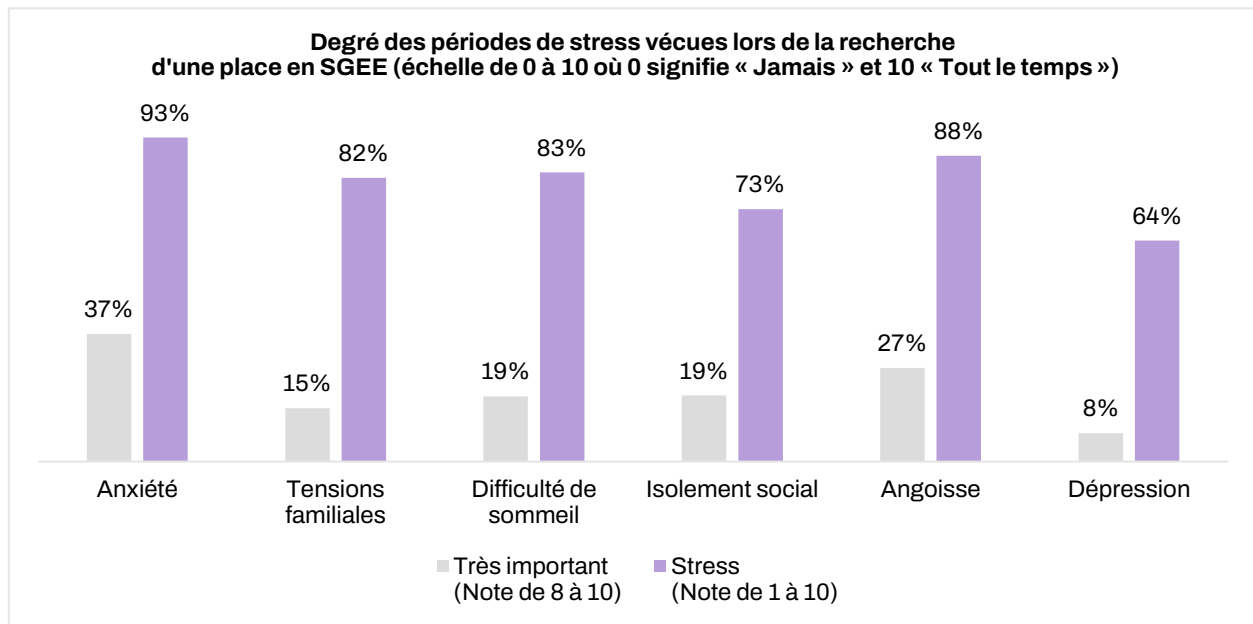
En moyenne, 93 % des répondants disent avoir ressenti du stress lors de leurs recherches.



Anxiété présente parmi le tiers des familles répondantes

Les familles interrogées vivent des périodes de stress lors de la recherche d'une place en SGEE. En effet, **93 % d'entre elles traversent des épisodes d'anxiété, à différents degrés**. Plus de 80 % font face à des tensions familiales, des difficultés de sommeil et de l'angoisse, 73 % vivent des périodes d'isolement social et 64 % des périodes de dépression. De manière plus significative, 37 % des familles ont éprouvé de l'anxiété, 27 % de l'angoisse, 19 % des difficultés de sommeil et 19 % de l'isolement social à une **fréquence élevée**.

Ces **facteurs de stress sont plus fréquents de manière importante chez les femmes**, avec 48 % d'entre elles vivant de l'anxiété comparativement à 23 % chez les hommes, et 30 % des femmes souffrant d'angoisse, comparativement à 13 % chez les hommes.



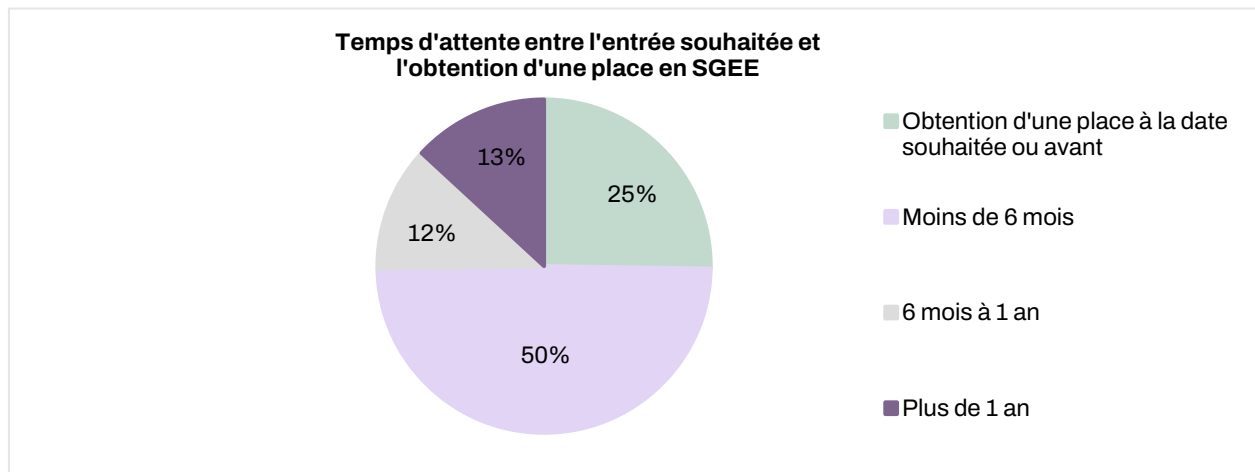
Impacts régionaux

Les familles vivant en région subissent des délais plus longs, un endettement plus élevé et des pertes de revenu plus importantes, accentuant les inégalités territoriales.

En bref :

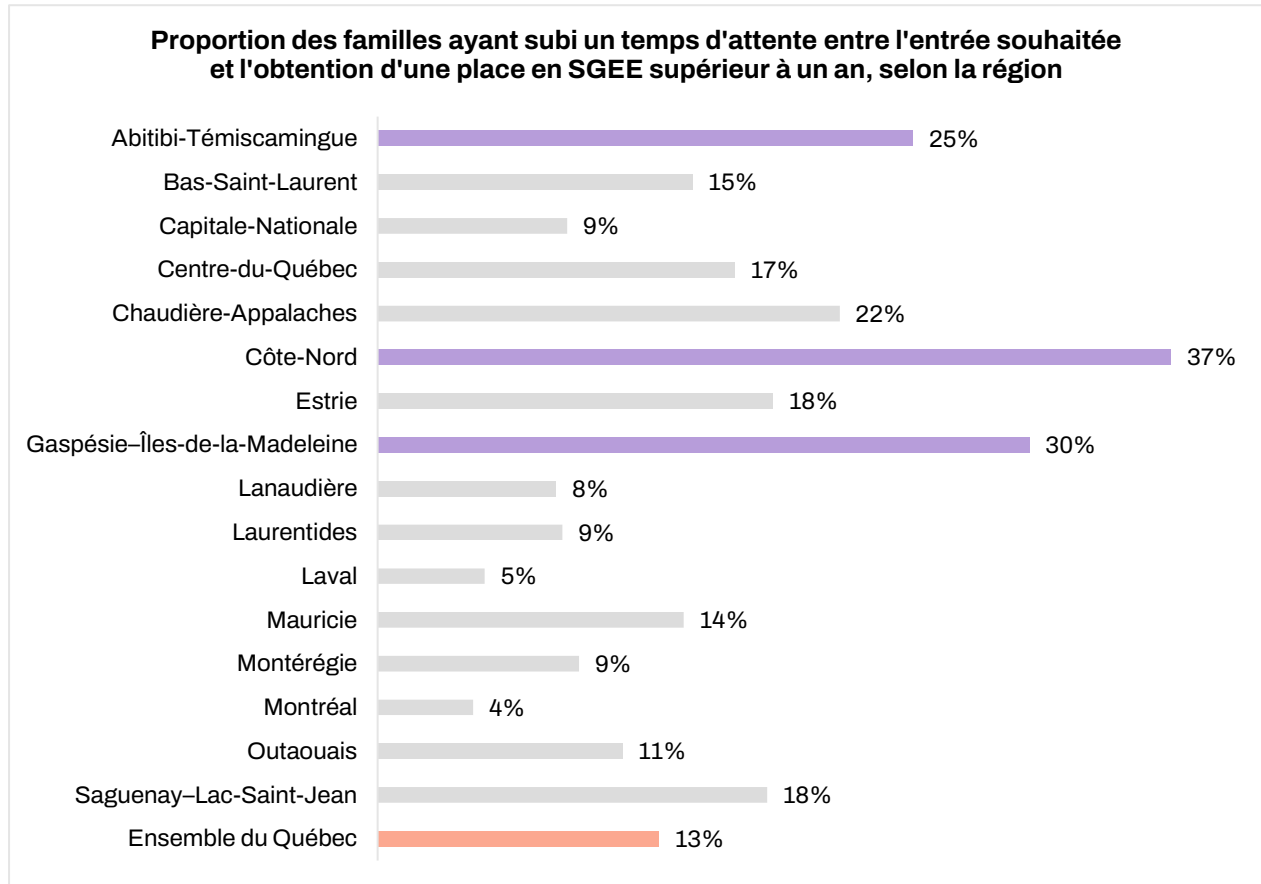
- 75 % des familles vivent un écart entre la date souhaitée et l'obtention d'une place
- 37 % des familles en Côte-Nord subissent des délais de plus d'un an
- 44 % des familles en Côte-Nord se sont endettées
- 56 % des familles en Abitibi-Témiscamingue perdent plus de 20 000 \$ de revenu
- Le taux d'anxiété atteint 100 % au Nord-du-Québec

Toutes régions confondues, 75 % des familles rencontrent un écart entre la date d'entrée souhaitée en SGEE et l'obtention d'une place. Parmi celles-ci, près d'un quart subissent un écart de plus d'un an.



Délais plus marqués en région⁵

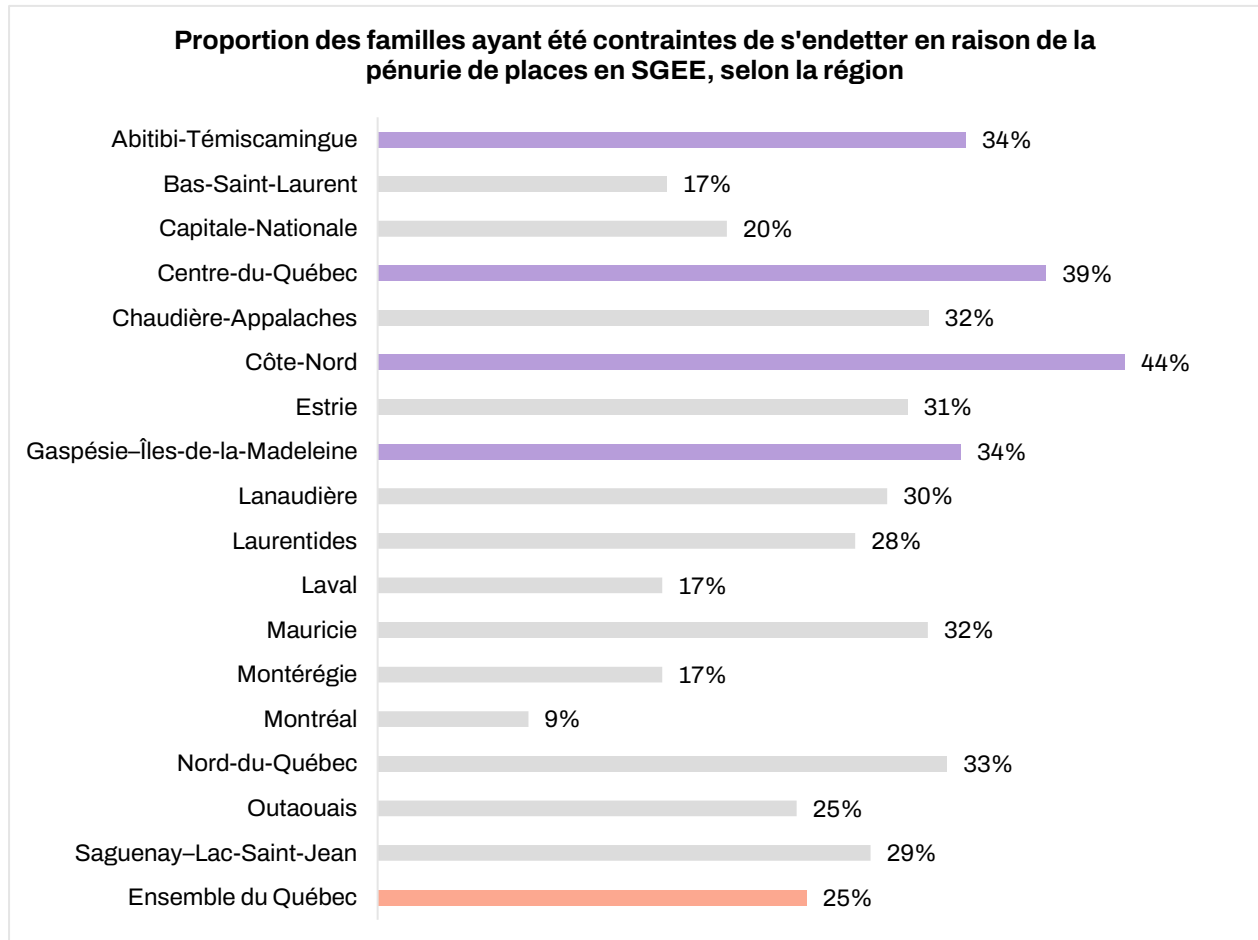
Les familles vivant en région sont proportionnellement plus nombreuses à connaître un délai de plus d'un an entre la date d'entrée souhaitée en SGEE et l'obtention d'une place. En effet, cette situation concerne **37 %** des familles répondantes en **Côte-Nord**, **30 %** dans la **région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine** et **25 %** en **Abitibi-Témiscamingue**, comparativement à seulement 13 % pour l'ensemble du Québec.



⁵ La région du Nord-du-Québec a été exclue de ce graphique par manque de données.

Plus d'endettement en région

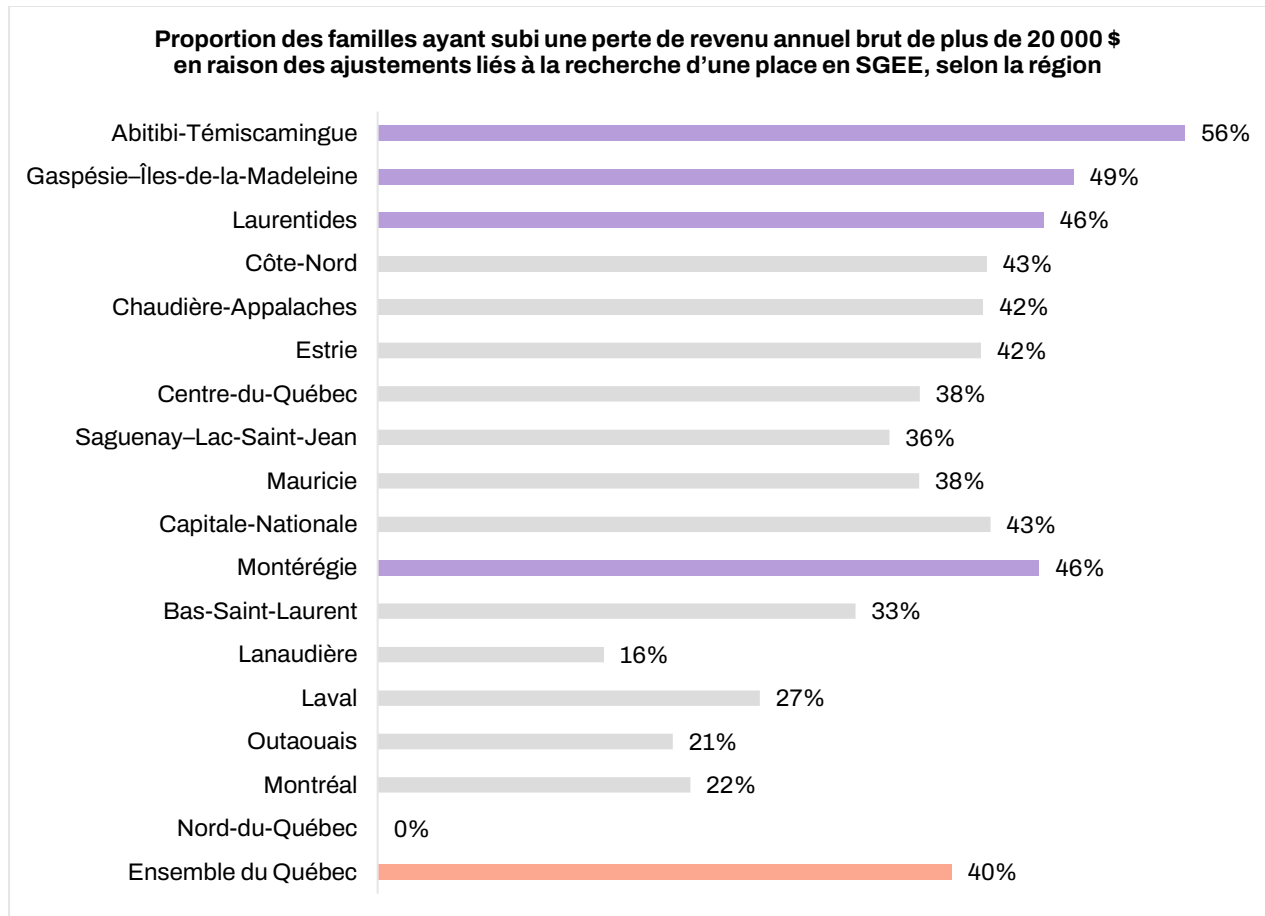
La proportion de familles ayant dû s'endetter par manque de places en SGEE varie fortement d'une région à l'autre du Québec. Les régions rurales ou semi-urbaines sont particulièrement touchées. La Côte-Nord (44 %), le Centre-du-Québec (39 %), l'Abitibi-Témiscamingue et la région de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (34 % chacune) affichent les taux les plus élevés, comparativement à 25 % de l'ensemble du Québec.



Impacts financiers plus importants en région

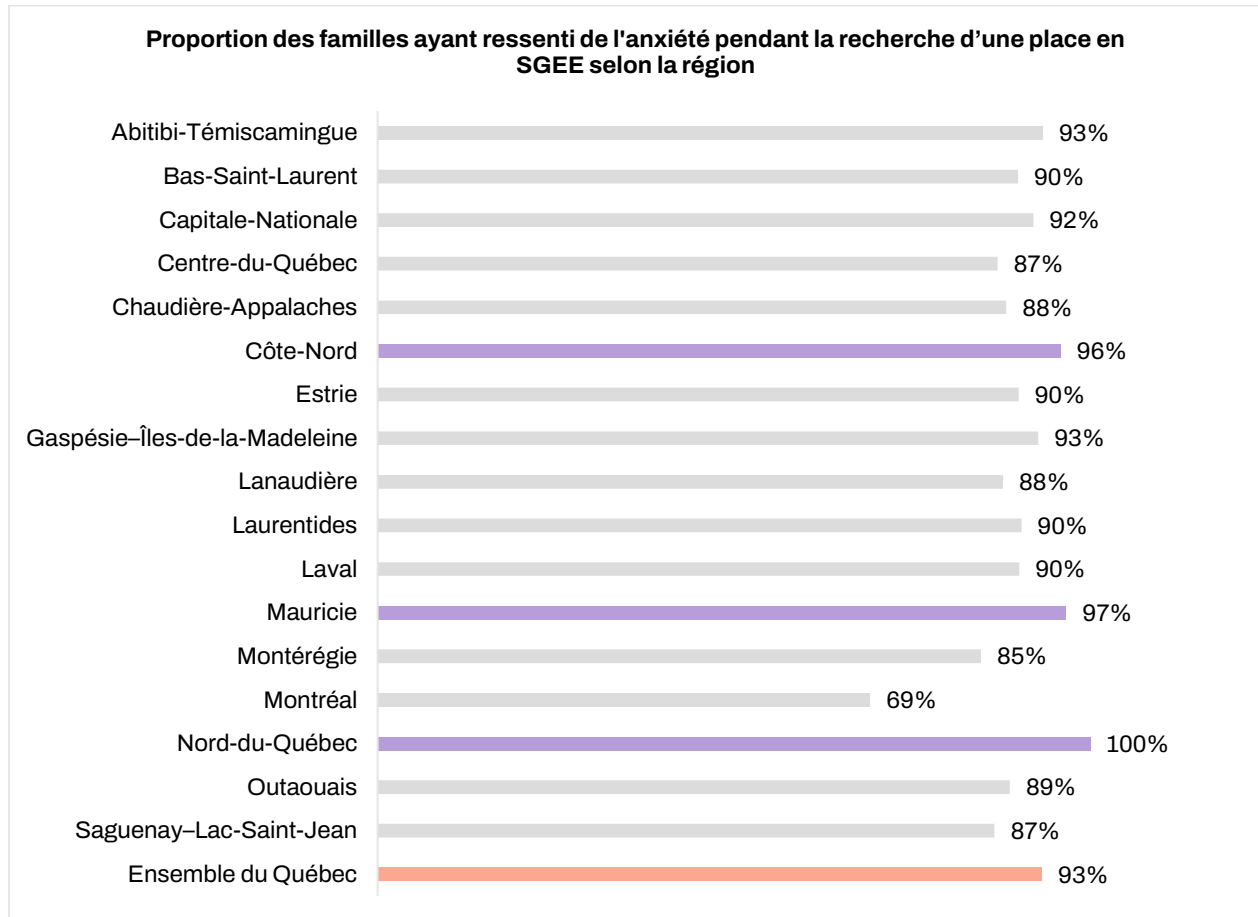
Les familles vivant en région sont proportionnellement plus nombreuses à subir une perte de revenu plus importante.

En effet, **56 % des familles répondantes provenant de l'Abitibi-Témiscamingue ayant été impactées quant à leur revenu ont subi une perte de revenu annuel brut de plus de 20 000 \$** en raison des ajustements liés à la recherche d'une place en SGEE. C'est également le cas pour 49 % des familles provenant de la région de **Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine**, 46 % des familles provenant des Laurentides et de la Montérégie, comparativement à 40 % pour l'ensemble du Québec.



Niveau d'anxiété plus fréquent chez les familles en région

93 % des familles interrogées dans l'ensemble du Québec ont ressenti ou ressentent de l'anxiété dans le processus de recherche d'une place en SGEE. Cette proportion est plus élevée dans certaines régions avec 100 % des familles provenant du Nord-du-Québec, 97 % de la Mauricie et 96 % de la Côte-Nord.



Disparité sociale

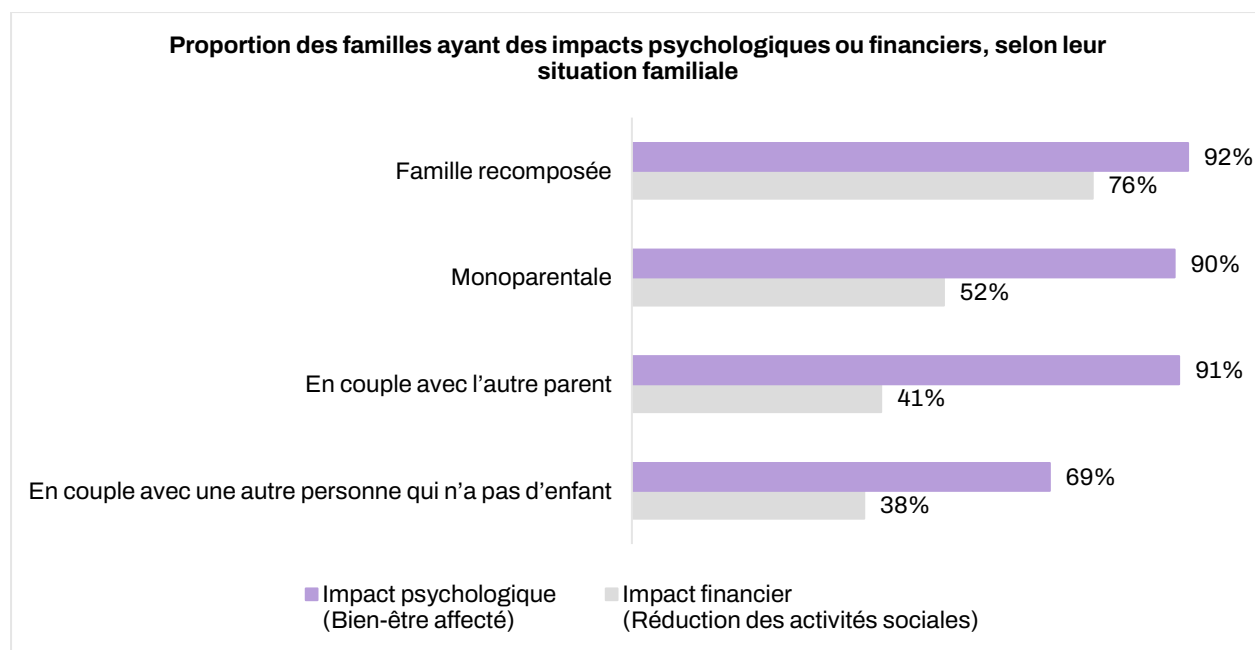
Certaines familles sont plus lourdement touchées par la pénurie, notamment les familles à faible revenu, monoparentales, recomposées ou issues des communautés autochtones.

En bref :

- 76 % des familles recomposées réduisent leurs activités
- Plus de 90 % des familles recomposées et monoparentales voient leur bien-être affecté
- 39 % d'entre elles s'endettent
- 100 % des répondants autochtones déclarent un impact négatif sur leur bien-être

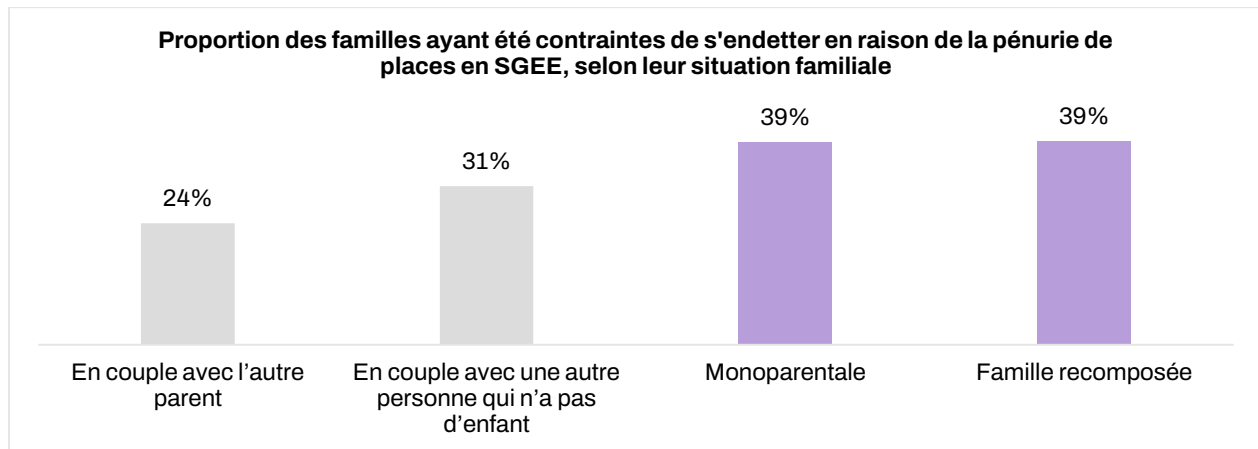
Davantage d'impacts psychologiques et financiers chez les familles recomposées

76 % des familles répondantes **recomposées** font face à une pression financière accrue, les contraignant à **limiter leurs activités familiales** pendant la recherche d'une place en SGEE. Par ailleurs, **plus de 90 % des familles** recomposées, monoparentales ou en couple avec l'autre parent ont vu leur **bien-être affecté** au cours de cette démarche.

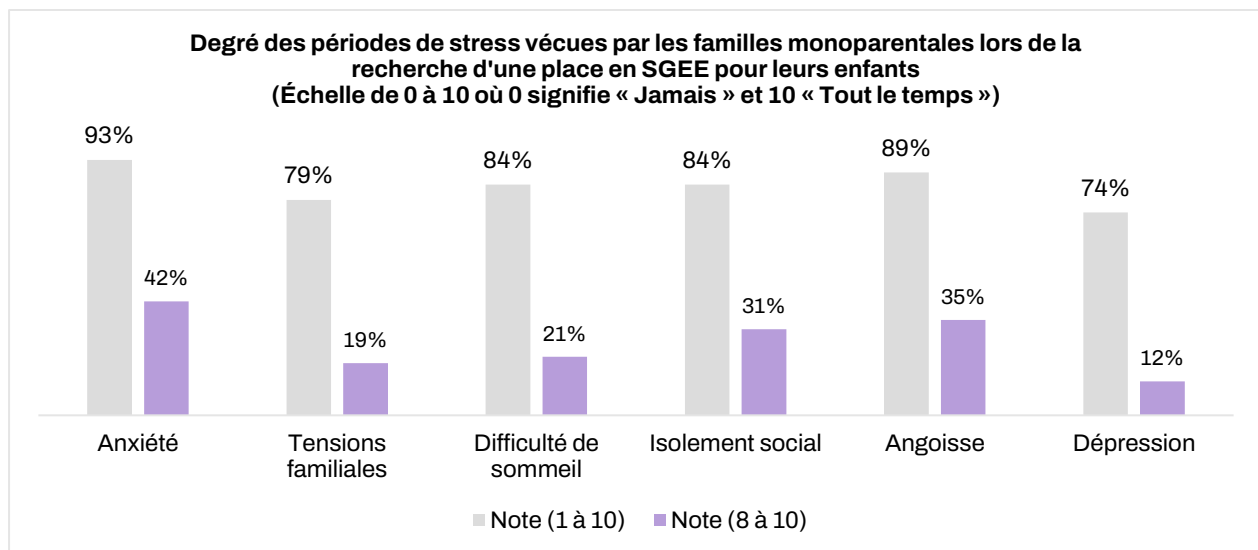


Impacts chez les familles monoparentales

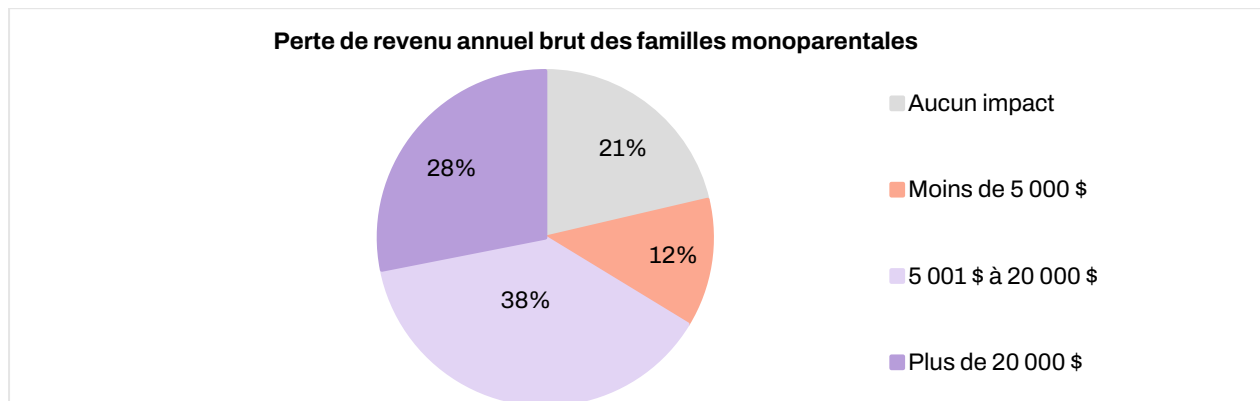
39 % des familles recomposées et des familles **monoparentales** doivent **s'endetter** en raison de la pénurie de places en SGEE.



93 % des familles monoparentales vivent des périodes d'anxiété lors de la recherche d'une place en SGEE et 42 % en vivent de manière importante. Près des trois-quarts des familles monoparentales vont jusqu'à vivre des périodes de dépression pendant cette période.



Sur le plan financier, 79 % des familles monoparentales subissent une perte de revenu en raison des ajustements nécessaires à la recherche d'une place en SGEE. Cette perte de revenu excède les 20 000 \$ annuellement pour plus du quart des familles monoparentales.



Effets sur les familles à faible revenu

Les familles répondantes dont le revenu est inférieur à 60 000 \$ sont proportionnellement plus affectées financièrement que celles gagnant plus de 150 000 \$. Elles sont en effet **près de deux fois plus nombreuses**, en proportion, à devoir réduire leurs activités sociales en raison de la recherche d'une place en SGEE.

